



Marée populaire le 26 mai à Paris : dans l'Éducation nationale aussi !

Depuis le début de l'année les mobilisations, toutes importantes, se sont multipliées, montrant la détermination des enseignants face à la politique du tout-libéral du gouvernement Macron-Philippe. Elles continueront après le 26 mai, en particulier sur les questions de carte scolaire : grèves contre le détricotage du Code du travail les 12 septembre et 16 octobre, grèves départementales contre la carte scolaire les 9 février et 13 mars, grèves fonctions publiques les 22 mars et 22 mai, semaine d'actions dans les établissements du 30 avril au 6 mai...

Si ces mobilisations ont toutes permis de maintenir la cohésion des personnels face aux tentatives de remise en cause des conditions de travail et des statuts, elles n'ont pas permis d'imposer un coup d'arrêt à ces politiques régressives. En complément des nécessaires journées professionnelles de mobilisation, des manifestations comme celle du 5 mai dernier ou du samedi 26 mai prochain dessinent une solidarité citoyenne active et massive avec les mobilisations sectorielles.

« Ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre : une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu ? Où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle ? Où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit ? Où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés ? Où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance ? Où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises ? Où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Il s'agit maintenant toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets. »

C'est le sens de l'appel qu'ont lancé 57 associations, syndicats et partis politiques, à une « Marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité. »

Au lendemain du fiasco de ParcoursSup qui entérine la sélection et la mise sur le carreau de 50 % des futurs bacheliers ; au lendemain de l'annonce du Plan Banlieue qui ne répond en rien aux aspirations et aux besoins des populations de notre département ; nos mobilisations sont essentielles !

Le SNUipp-FSU 94, le SNES-FSU 94, le SNEP-FSU 94, le SNUEP-FSU 94, la CGT Educ'action 94, SUD Éducation 94, la CNT Éducation 94, la FCPE 94, le collectif éducation 94, appellent à manifester massivement le :

Samedi 26 mai à 14h30, Gare de l'Est



et à rejoindre le cortège commun à l'angle du Boulevard de Magenta et de la Rue de la Fidélité.